



X

ARRETE

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

imposant à la Société S.G.C.I  
implantée Zone Industrielle à BELLEGARDE  
des prescriptions complémentaires concernant  
des normes de concentration et de flux pour  
le rejet des effluents liquides

AFFAIRE SUIVIE PAR MME PHILIPPE-MCB  
TELEPHONE 02-38-81-41-31  
REFERENCE SGCI.PR.AR

Daunne' le 02 08 05'

ORLEANS, LE 2 MARS 2000

*Le Préfet de la Région Centre  
Préfet du Loiret  
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- VU la loi du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976,
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983,
- VU le Règlement Sanitaire Départemental,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 1986 autorisant la Société S.G.C.I à poursuivre l'exploitation de l'usine de BELLEGARDE,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 1989 imposant des normes de concentration et de flux pour le rejet des effluents liquides issus des activités de son usine dans le milieu naturel,

R.A.	
P.T.	+
M.S.	
A.D.	ND
S.T.	ST
C.R.	U

- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en date du 20 décembre 1999,
- VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental d'Hygiène et des propositions de l'Inspecteur,
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 21 janvier 2000,
- VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

CONSIDERANT :

- que le débit rejeté est supérieur de 10 % au débit autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 1986,
- que des dépassements importants et chroniques en concentration et en flux de cuivre, d'ammonium et de DCO sont observés vis à vis des normes imposées par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1989,
- qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à cette société conformément aux dispositions réglementaires applicables aux activités envisagées,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :**

L'arrêté préfectoral du 9 novembre 1989 est abrogé. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables pour une durée maximale de trois ans. Passé ce délai, les conditions de rejet des effluents liquides de la société SGCI seront réexaminées.

**ARTICLE 2 :**

**2.1. Caractéristiques des rejets admissibles dans le milieu naturel (La Bezonde).**

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respecteront les caractéristiques physico-chimiques suivantes, en concentrations et en flux :

- débit maximal : 180 m<sup>3</sup> par jour
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- biodégradabilité des détergents supérieure à 95%

Paramètres	Concentration maximale exprimée en mg/l	Flux maximal exprimé en kg/jour
MES	10	0,9
DCO	125	13,8
DBO <sub>5</sub>	10	1
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	10	0,1
Phosphore total	10	0,1
Azote total	30	0,1
Cuivre	0,5	0,09
Plomb	0,5	0,05

## 2.2. Surveillance de la qualité des rejets.

2.2.1. Les inconvénients et dangers résultant de l'exploitation de l'établissement seront surveillés d'une part par l'exploitant, (autosurveillance) et d'autre part par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement aux frais de l'exploitant, selon les fréquences suivantes.

L'organisme agréé devra valider la représentativité de l'échantillon analysé. Le réseau d'eaux industrielles disposera d'une installation munie d'un dispositif permettant le prélèvement d'échantillons moyens représentatifs sur 24 heures, le prélèvement étant asservi au débit.

Paramètres	Autosurveillance	Surveillance extérieure par un organisme agréé
Débit	en continu	Semestriellement pour l'ensemble des paramètres
PH	en continu	
MES	hebdomadaire	
DCO	hebdomadaire	
DBO <sub>5</sub>	hebdomadaire	
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	hebdomadaire	
Phosphore total	hebdomadaire	
Azote total	hebdomadaire	
Cuivre	hebdomadaire	
Plomb	hebdomadaire	

### 2.2.2. Communication des résultats

Les résultats obtenus par autosurveillance et par la surveillance extérieure seront consignés dans un registre sous une forme aisément exploitable.

Chaque valeur mesurée sera suivie de la valeur limite fixée précédemment, des indications utiles concernant les prélèvements, les analyses et leur contexte (date, heure, organisme, modalités, appareils).

L'ensemble des résultats sera commenté notamment en ce qui concerne les éventuelles valeurs anormales, aberrantes ou absentes et les mesures prises en conséquence seront précisées.

L'industriel communiquera mensuellement les résultats des contrôles prévus au paragraphe 2.2.1 à l'inspecteur des installations classées.

Les résultats des contrôles effectués par un organisme agréé lui seront envoyés séparément.

Toutefois, tout résultat mettant en évidence un dépassement des valeurs réglementaires sera communiqué sans délai à l'inspecteur des installations classées et le cas échéant aux autorités concernées (maire, services chargés de la police des eaux...)

### **ARTICLE 3 : PERMIS DE CONSTRUIRE**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

### **ARTICLE 4 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le préfet de la région Centre, préfet du Loiret pourra,

- mettre en demeure l'exploitant, puis
- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant à l'exécution des mesures prescrites ;
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

### **ARTICLE 5 : ANNULATION**

La présente autorisation cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait à compter du jour de sa notification un délai de trois ans avant que l'établissement ait été mis en activité ou si son exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **ARTICLE 6 : TRANSFERT DES INSTALLATIONS. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Tout transfert des installations sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation d'une déclaration au préfet de la région Centre, préfet du Loiret, et le cas échéant d'une nouvelle autorisation.

### **ARTICLE 7 : CESSATION D'ACTIVITE**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 susvisée.

"Le préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté.

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.

Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 susvisée, et pouvant comporter notamment :

- 1° l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site;
- 2° la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3° l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4° en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

#### **ARTICLE 8 : DROITS DES TIERS**

La dite autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

#### **ARTICLE 9 : SINISTRE**

Si l'installation se trouve momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, le préfet de la région Centre, préfet du Loiret pourra décider que la remise en service sera subordonnée selon le cas à une nouvelle autorisation.

#### **ARTICLE 10 : DELAI ET VOIES DE RECOURS**

" DELAI ET VOIE DE RECOURS" (article 14 de la loi n° 76663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **ARTICLE 11 : Le maire de Bellegarde est chargé de**

- joindre une ampliation de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classé dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation,

- afficher à la mairie pendant une durée minimum d'un mois un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le maire au préfet de la région Centre, préfet du Loiret, direction des collectivités locales et de l'environnement - 4ème Bureau.

**Article 12 - Affichage**

Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 13 - Publicité**

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

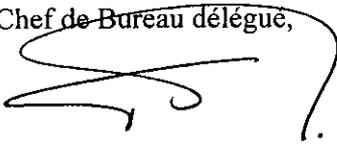
**Article 14 - Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Sous-Préfet de Montargis, le maire de BELLEGARDE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLEANS, LE - 2 MARS 2000

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

signé : Jean-Paul BRISSON

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué,  
  
Frédéric ORELLE